

ACCA - Perspectives commerciales

L'ACCA est le porte-parole national des exportateurs agroalimentaires du Canada

En Bref

- **La Ministre Freeland fait la promotion du CETA à Bruxelles**

Chrystia Freeland, la ministre du commerce international était à Bruxelles pour soutenir des efforts de promotion de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE). La Ministre a présenté l'importance de l'AECG pour le Canada aux députés du Comité international du Parlement européen. Lors d'une interview avec Bloomberg, la ministre a mis l'accent sur les liens important entre la croissance mondiale et l'économie [du Canada] et a en particulier souligné le rôle du commerce international en tant que moteur de croissance de l'économie mondiale. L'interview (en anglais) est disponible [ici](#).

A la fin février, le gouvernement du Canada et la Commission européenne ont annoncé avoir achevé l'examen juridique de l'Accord économique et commercial global et ont signalé la signature de l'Accord économique et commercial global Canada-UE prévue pour 2016 et sa mise en œuvre dès 2017.

- **Mise à jour du processus de ratification du Partenariat trans-pacifique (PTP)**

Jusqu'à aujourd'hui, la Malaisie est le seul pays à avoir ratifié le TPP, mais il n'est pas impossible que le Mexique, l'Australie, le Vietnam, la Nouvelle-Zélande et le Japon entre autres en fasse de même d'ici la fin 2016. Quelques mises à jour sur les processus de ratification dans divers pays membres.

- Aux Etats-Unis, bien qu'un vote en 2016 reste possible d'un point de vue technique, les médias s'accordent pour n'envisager une éventuelle approbation du Congrès qu'après l'élection de Novembre.
- Après une série d'audiences publiques au Mexique, la branche exécutive du gouvernement du Mexique a officiellement présenté le texte du PTP au Sénat mexicain pour son évaluation et sa ratification éventuelle, a annoncé le 27 avril le Secrétariat économie du Mexique. Au Mexique, seul l'accord du Sénat est nécessaire pour ratifier le PTP.
- Pendant ce temps au Japon, le parlement, connu sous le nom de Diète, a commencé le débat sur TPP. Le Premier ministre Shinzo Abe a exprimé sa détermination d'obtenir l'approbation du PTP accord commercial au cours de la session actuelle qui se termine le 1er Juin 2016. Cependant, à la suite de forts séismes subis dans le nord du Japon, la Diète a décidé de retarder la ratification de l'accord à l'automne.
- Au Canada, le processus de délibérations et de consultations concernant le PTP continuent. Le Comité permanent du commerce international a tenu des audiences dans les provinces de l'Ouest la semaine dernière et continuera d'étudier l'entente de libre-échange en Ontario et au Québec la semaine du 9 mai.

CAFTA a réitéré l'importance de ne pas attendre dans un article du président de l'ACCA Brian Innes, paru dans l'édition de cette semaine du Hill Times (que vous pouvez lire [ici](#), en anglais).

Focus sur l'Asie

- **Rencontre des ministres de l'Agriculture du G7 au Japon**

Les ministres de l'agriculture du Groupe des sept s'est rencontré au Japon les 23-24 avril, ce pour la première fois en sept ans. Le Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada Lawrence MacAulay a participé à la rencontre qui a vu les participants appuyer l'adoption de la Déclaration des ministres de l'Agriculture du G7 à Niigata. La Déclaration met l'accent entre autres sur un travail de revitalisation des zones rurales et l'augmentation des revenus des agriculteurs; l'amélioration de la production agricole durable et de la productivité; la réduction de l'empreinte environnementale de l'agriculture et de l'adaptation au changement climatique.

Le communiqué du ministre est disponible [ici](#), alors que la déclaration officielle peut être lu [ici](#).

- **Aperçu sur l'Asie**

Comme les exportateurs agricoles et agroalimentaires canadiens le savent, le continent asiatique présente nombre de nos marchés les plus importants, y compris la Chine et le Japon, respectivement deuxième et troisième plus importantes destinations pour les produits agroalimentaires canadiens.

Les analystes prévoient que la zone asiatique comprendra les deux tiers de la classe moyenne mondiale en 2030. Déjà dès 2020, plus de la moitié (52%) de la population de l'Asie devrait faire partie de la classe moyenne, avec en particulier une poussée plus rapide de pays émergents de l'ANASE, tels l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie et Singapour. Il faut noter que le commerce dans la zone Asie-Pacifique croît plus rapidement que dans toute autre région du monde. Cela est de bon augure pour les exportateurs agricoles canadiens, qui importent ce que le Canada sait produire –des céréales, aux oléagineux, légumineuses et produits transformés tels les viandes, les boissons, les confiseries, les préparations alimentaires et les aliments pour animaux, entre autres.

- **La Chine**

En 2013, la Chine a augmenté ses échanges commerciaux avec le Canada et est devenu le deuxième plus important marché d'exportation agricole du Canada. Avec une population la plus élevée au monde, la Chine est devenue le deuxième importateur mondial de produits agricoles et devrait devenir le plus grand importateur de produits agricoles au monde d'ici 2020.

Le niveau de vie de la population de Chine augmente depuis plusieurs décennies, et on estime que d'ici 2020, 600 millions de Chinois vivront dans la norme de la classe moyenne. Ce fait couplé avec l'urbanisation croissante et les limites de la capacité de la Chine à répondre à ses propres besoins alimentaires, l'importance de la Chine pour les exportations agricoles canadiennes augmente de façon exponentielle. La Chine a un certain nombre d'accords de libre-échange avec d'autres pays d'Asie, y compris les membres de l'ASEAN (Brunei, Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam), ainsi que le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh et Sri Lanka. Plus récemment, la Chine a signé des accords commerciaux bilatéraux avec la Nouvelle-Zélande, le Chili et l'Australie.

Un accès équitable, stable et prévisible au marché chinois continuera d'être crucial pour le secteur de l'agriculture du Canada.

- **Le Japon**

De par sa forte densité de population et des terres arables en quantité limitée, le Japon dépend des importations pour nourrir sa population. En fait, le Japon a le plus faible taux d'autosuffisance alimentaire des pays du G8, et connaît un important déficit commercial agroalimentaire : le pays a importé plus de 60 milliards \$ de produits agroalimentaires l'an dernier. Le Japon est le troisième marché d'exportation du Canada et un marché haut de gamme qui achète environ 4 milliards \$ par année en produits agricoles et agroalimentaires canadiens - environ 10 pour cent de nos exportations annuelles. Plus précisément, le Japon est le plus grand marché prévisible pour les graines de canola du Canada, le deuxième plus grand marché pour le malt canadien et le porc, le quatrième plus grand marché pour le bœuf canadien et un important marché à haute valeur ajoutée pour le blé canadien, les légumineuses et les produits du sucre.



En ce qui concerne ses partenariats commerciaux, le Japon a rejoint les négociations du TPP en 2013 et procède maintenant au débat sur la ratification. Le Japon et l'UE ont également entamé des négociations en vue d'un accord bilatéral de libre-échange.

Sur la Colline parlementaire

CAFTA était sur la Colline de nouveau ce mois-ci pour rencontrer des membres du Parlement et comparaître devant le Comité sénatorial des affaires étrangères et du commerce international et le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Quatre comités évaluent actuellement le rôle du commerce international pour le Canada et les impacts des accords de libre-échange, tels le PTP. Il est également important de noter que la date limite pour les soumissions de dossiers sur le PTP a été prolongé jusqu'au 30 juin 2016.

Saviez-vous que?

Le Canada a actuellement un nombre d'accords de libre-échange en vigueur, 2 accords majeurs en attente de ratification et plusieurs négociations plus en cours. Pour une vue d'ensemble des accords de libre-échange, voir le tableau ci-contre:

Au cas-où vous l'auriez manqué....

Invitation à soumettre des commentaires sur l'élimination proposée du tarif de la nation la plus favorisée qui est imposé sur certains intrants de transformation agroalimentaires

Le Ministère des Finances cherche à obtenir les points de vue des parties intéressées concernant l'élimination du taux de droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF) sur certains intrants de transformation agroalimentaires. Les numéros tarifaires visés par l'élimination du taux de droits de douane sont indiqués dans le tableau 1 avec les taux NPF actuels de l'annonce publiée dans la Gazette du Canada : <http://www.canadagazette.gc.ca/rp-pr/p1/2016/2016-04-23/html/notice-avis-fra.php>

Contactez-nous : info@cafta.org

Accords de libre-échange (ALE) du Canada

ALE mis en oeuvre	ALE conclus / signés	Autres négociations d'ALE
Canada-U.S. (1989)	Péro (2009)	Inde
NAFTA (1994)	Colombie (2011)	Japon
Israël (1997)	Jordanie (2012)	Maroc
Chili (1997)	Panama (2013)	CARICOM
Costa Rica (2002)	Honduras (2014)	Costa Rica
EFTA (2009)	Corée du Sud (2015)	America Centrale 3 (El Salvador, Guatemala et Nicaragua)
		République Dominicaine
		Turquie
		Les Philippines
		Mercosur

